



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Sommet Choose France

Question au Gouvernement n° 692

Texte de la question

SOMMET CHOOSE FRANCE

Mme la présidente . La parole est à Mme Eléonore Caroit.

Mme Eléonore Caroit . Depuis 2018, le sommet Choose France,...

Un député du groupe RN . Pipeau !

Mme Eléonore Caroitlancé par le président de la République, trace une trajectoire sans équivoque : celle d'une France tournée vers l'avenir, qui choisit l'ouverture, l'investissement et l'innovation.

M. Fabien Di Filippo . Et les anglicismes !

Mme Eléonore Caroit . L'édition 2025 atteint des records inédits : plus de 40 milliards d'euros annoncés, avec des projets majeurs et 13 000 emplois à la clé. Nous nous en félicitons. Il faudra toutefois s'assurer qu'un dispositif de suivi garantisse la concrétisation de ces investissements. Car pour la sixième année consécutive, la France reste le pays d'Europe qui attire le plus d'investissements étrangers. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.*)

Ce n'est pas un hasard, mais le fruit des réformes structurelles majeures engagées depuis 2017, qu'il s'agisse du soutien à la réindustrialisation, de la simplification des démarches pour les entreprises ou encore de la baisse des impôts de production.

C'est surtout le résultat d'une stratégie visant à réconcilier compétitivité et souveraineté. Mais nous le savons, l'attractivité est un combat permanent. Nos entreprises, qui le vivent au quotidien, le savent bien. Face aux tensions géopolitiques, à une concurrence internationale accrue et à l'urgence écologique qui menace les chaînes de valeur, l'attractivité de notre pays ne peut reposer uniquement sur des annonces. Nous devons regarder avec lucidité les défis qui subsistent : un coût du travail encore trop élevé, une complexité administrative persistante et une instabilité politique qui peut entamer la confiance des investisseurs.

Dès lors, quelles sont les priorités du gouvernement pour consolider et renforcer l'attractivité française ? Quelles mesures concrètes envisagez-vous pour que la France reste durablement une terre d'innovation et d'investissement ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem. – M. Joël Bruneau applaudit également.*)

M. Roland Lescure . Bravo !

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

M. Laurent Saint-Martin, *ministre délégué chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger* . Je vous remercie pour cette question, qui me permet de rappeler que la France est la première destination des investissements directs étrangers en Europe pour la sixième année consécutive. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem.*) Nous l'avons constaté hier lors du sommet Choose France, où nous avons battu de nombreux records. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe RN.*) Vous l'avez dit, les projets annoncés représentent plus de 40 milliards d'euros d'investissements directs étrangers, soit plus de 13 000 emplois à la clé et plus de 163 000 emplois cumulés depuis la première édition de 2018.

Je le dis aux nombreuses Cassandre de cet hémicycle qui voient la France décliner : notre pays est toujours plus attractif (*Protestations sur plusieurs bancs du groupe RN*) dans un contexte international complexe, un contexte de guerre tarifaire que ni l'Europe ni la France n'ont souhaité. Il se trouve qu'un nombre croissant d'investisseurs internationaux, y compris américains, le choisissent pour ses nombreuses qualités (Brouhaha) : les réformes de structures engagées depuis 2017, la baisse de la fiscalité, la flexibilisation du droit du travail,...

Mme la présidente . Un peu de silence, chers collègues !

M. Laurent Saint-Martin, *ministre délégué*les nombreuses lois de simplification, notamment sur l'industrie verte, tout cela a permis à des projets qui n'auraient jamais vu le jour il y a encore dix ans de se développer dans nos territoires.

M. Sébastien Chenu . Vous vivez dans un monde parallèle !

M. Laurent Saint-Martin, *ministre délégué* . Et je parle de tous les territoires, puisque les trois quarts des investissements directs étrangers dans l'industrie concernent des villes de moins de 20 000 habitants. La revitalisation des territoires, voilà ce que permettent Choose France et notre politique de l'offre et de l'attractivité.

Vous me demandez comment prolonger cet effort. Il faut d'abord poursuivre la simplification. Le président de la République s'est engagé hier à porter la voix de la France sur la suppression de la directive CS3D, qui alourdit le quotidien de nos entreprises. Nous devons aussi, et surtout, tenir le cap fiscal et réglementaire pour ne pas casser ce qui marche dans notre pays, devenu enfin plus attractif. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem.*)

Données clés

Auteur : [Mme Eléonore Caroit](#)

Circonscription : Français établis hors de France (2^e circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 692

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Commerce extérieur et Français de l'étranger

Ministère attributaire : Commerce extérieur et Français de l'étranger

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 mai 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 21 mai 2025